

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SITUATION DE L'EMPLOI EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Actualisation au 22 juin 2018

À la fin de l'année 2017, la situation économique de la région s'améliore mais elle est moins dynamique qu'au niveau national. En ce début d'année 2018, certains indicateurs régionaux montrent des signes de ralentissement. Le nombre d'heures autorisées d'activité partielle progresse depuis la fin 2017 et le recours à l'intérim des établissements de la région a ralenti quelque peu au 4<sup>e</sup> trimestre 2017. Le climat des affaires se replie dans l'industrie et les services, l'activité ralentissant. Toutefois, les perspectives pour la région restent globalement bien orientées.

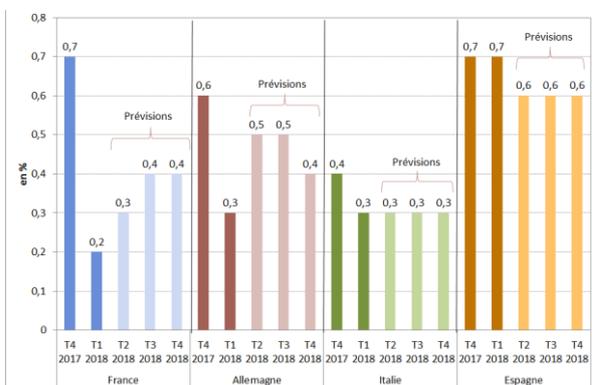
1

### ► ENVIRONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

#### INTERNATIONAL : RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE

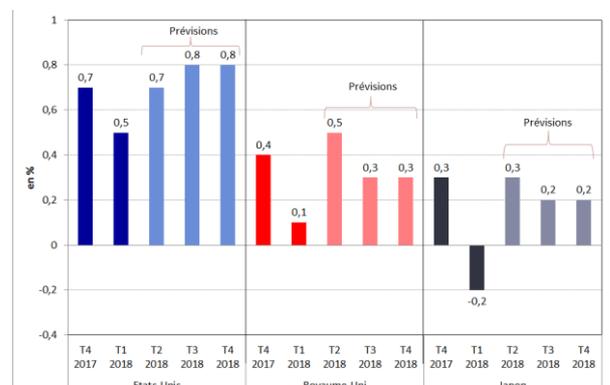
Après une croissance soutenue en 2017, l'activité ralentit au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. La croissance est restée soutenue même si elle a progressé moins fortement aux États-Unis (+0,5 % après +0,7 %). Elle a nettement fléchi au Royaume-Uni (+0,1 % après +0,4 %) et elle s'est repliée au Japon (-0,2 % après +0,1 %). Dans ce contexte économique moins porteur, la croissance a nettement ralenti dans la Zone Euro, en particulier en France (+0,2 % après +0,7 %) et en Allemagne (+0,3 % après +0,6 %).

Évolutions du PIB et prévisions de croissance dans la Zone Euro



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions du PIB et prévisions de croissance pour les principaux partenaires de la France hors Zone Euro



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

## TENDANCES NATIONALES

- **La croissance ralentit nettement au 1<sup>er</sup> trimestre 2018<sup>2</sup>** : Après une croissance solide en 2017, l'activité française ralentit au début de l'année 2018 : +0,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 après +0,7 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2017. La consommation des ménages ralentit quelque peu et l'investissement ralentit fortement. Les exportations et les importations se replient, le solde extérieur contribue ainsi négativement à la croissance du produit intérieur brut.
- **Le climat des affaires se replie mais demeure à un niveau élevé<sup>3</sup>** : En mai 2018, le climat des affaires se replie pour le 5<sup>e</sup> mois consécutif mais il demeure bien au-dessus de sa moyenne de longue période. Il se replie dans le commerce de gros, les services et le commerce de détail. Il est stable dans le bâtiment et l'industrie. Le climat des affaires reste au-dessus de sa moyenne de longue période dans chaque secteur.
- **Le climat de l'emploi un peu moins favorable<sup>3</sup>** : En mai 2018, le climat de l'emploi faiblit un peu mais se situe nettement au-dessus de sa moyenne de longue période.
- **L'emploi salarié ralentit légèrement au 1<sup>er</sup> trimestre 2018<sup>4</sup>** : Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, l'emploi salarié augmente de 0,3 % (après +0,4 %), soit 57 900 créations nettes d'emploi. Sur un an, il s'accroît de 1,4 % (soit +270 200). Hors intérim, il augmente de 0,3 % sur le trimestre (soit +55 400) et de 1,2 % sur un an (+213 400). L'emploi salarié progresse moins fortement dans la construction (+0,6 % après +1,0 %) et se replie légèrement dans l'industrie (-0,1 %, après +0,2 %). Sur un an, il augmente de 29 600 dans la construction et reste stable dans l'industrie. L'emploi salarié continue d'augmenter dans les services marchands : +0,5 % comme au trimestre précédent. Sur un an, il progresse de +230 200.  
L'emploi intérimaire progresse moins vite au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 : +0,3 %, après +2,0 % (soit +2 600 après +14 700). Sur un an, il reste en très forte hausse (+8,2 %, soit +56 800).
- **Le taux de chômage progresse au 1<sup>er</sup> trimestre 2018<sup>5</sup>** : en France métropolitaine, le **taux de chômage au sens du BIT** augmente de 0,3 point par rapport au trimestre précédent et s'établit à 8,9 % de la population active. Dans le même temps le taux d'emploi est stable et le taux d'activité augmente de 0,2 point. Le taux de chômage augmente en particulier pour les femmes de 15 à 49 ans. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le **taux de chômage de longue durée** s'établit à 3,6 % de la population active. Il varie peu entre fin 2017 et début 2018 (-0,1 point) et diminue de 0,5 point sur un an.

## PRINCIPALES PERSPECTIVES<sup>1</sup>

- La croissance de la zone euro s'établirait en 2018 un cran en dessous du haut régime de 2017 et la France ne retrouverait pas, à court terme, le rythme de croissance de l'an dernier : l'activité y progresserait de +1,7 % en moyenne annuelle, après +2,3 % en 2017. Elle accélérerait légèrement au printemps (+0,3 % après +0,2 %) puis à l'été et à l'automne (+0,4 % par trimestre).
- Dans le sillage de l'activité économique, les créations d'emploi se poursuivraient sur un rythme plus modéré. Au premier semestre, l'emploi salarié marchand croîtrait à un rythme inférieur à celui de l'année précédente (+83 000), rythme qu'il garderait en seconde moitié d'année. Les créations d'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim s'atténueraient (+134 000 sur l'année, après +175 000 en 2017), constituant l'essentiel de la hausse. L'intérim ralentirait nettement (+17 000 après +124 000 en 2017) alors que l'industrie perdrait à nouveau des emplois.
- Le taux de chômage continuerait de diminuer, à un rythme cependant moins important qu'en 2017 : il s'établirait à 8,8 % fin 2018, soit une baisse de 0,2 point sur un an.

<sup>1</sup> Note de conjoncture juin 2018, Insee.

<sup>2</sup> Insee, Comptes nationaux trimestriels, Informations rapides, mai 2018.

<sup>3</sup> Insee, Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, Informations rapides, mai 2018.

<sup>4</sup> Insee, Emploi salarié – 1<sup>er</sup> trimestre 2018, Informations Rapides, mai 2018.

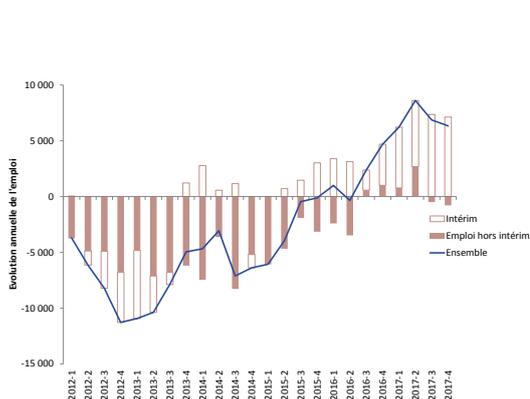
<sup>5</sup> Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi) – 1<sup>er</sup> trimestre 2018 – mai 2018.

L'EMPLOI SALARIÉ AUGMENTE

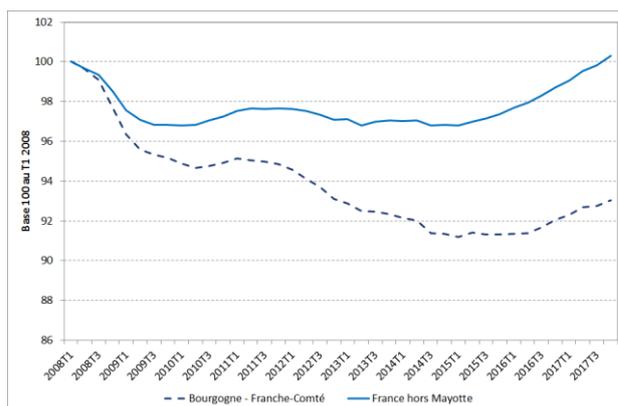
L'emploi salarié dans les secteurs principalement marchand en Bourgogne – Franche-Comté augmente de 0,3 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 dans un contexte national porteur. Il progresse moins fortement qu'au niveau national (+0,5 %). Sur un an, l'évolution en Bourgogne – Franche-Comté est légèrement en deçà de celle constatée au niveau national : l'emploi salarié marchand s'accroît de 1,1 %, ce qui représente environ 6 300 emplois en plus, tandis qu'au niveau national, la hausse s'élève à 1,6 % sur la même période.

Par département, les évolutions sont contrastées. L'emploi salarié marchand augmente le plus fortement dans le Jura (+0,9 %), le Territoire de Belfort (+0,6 %) et le Doubs (+0,6 %). La hausse de l'emploi dans le Jura est portée par la progression des effectifs dans le tertiaire, tiré par l'intérim, et l'industrie. Dans le Doubs, l'emploi dans le tertiaire progresse fortement, l'intérim augmentant vigoureusement. L'emploi salarié marchand progresse plus modérément en Haute-Saône (+0,4 %), en Saône-et-Loire (+0,2 %), en Côte d'or et dans l'Yonne (+0,1 % chacun). Il recule légèrement dans la Nièvre (-0,1 %).

Évolution de l'emploi salarié en Bourgogne-Franche-Comté



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE



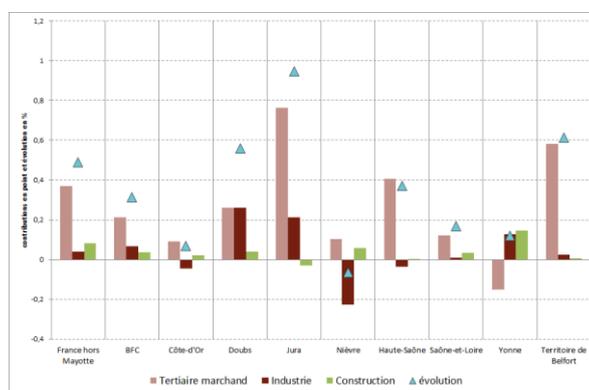
Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

Évolutions de l'emploi salarié marchand dans la région

	Emplois (en milliers)			Variation (en %)	
	4e trim. 2016	3e trim. 2017	4e trim. 2017	trimestrielle	annuelle
Côte-d'Or	129	130	130	0,1	0,5
Doubs	125	127	128	0,6	2,3
Jura	54	54	55	0,9	1,2
Nièvre	37	37	36	-0,1	-0,4
Haute-Saône	39	39	40	0,4	1,5
Saône-et-Loire	115	115	115	0,2	0,2
Yonne	67	68	68	0,1	1,4
Territoire de Belfort	31	31	31	0,6	2,0
<b>Bourgogne - Franche-Comté</b>	<b>596</b>	<b>600</b>	<b>602</b>	<b>0,3</b>	<b>1,1</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>16 004</b>	<b>16 181</b>	<b>16 261</b>	<b>0,5</b>	<b>1,6</b>

Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.  
Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.  
Source : Insee, estimations d'emploi.

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand dans les secteurs des départements de la région



Source : Insee, traitement Direccte Bourgogne-Franche Comté, SESE

## LE TERTIAIRE MARCHAND PORTÉ PAR L'INTÉRIM

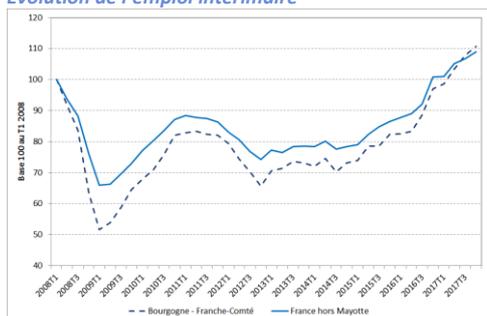
Au 4<sup>e</sup> trimestre 2017, la hausse des effectifs salariés dans le tertiaire marchand est portée essentiellement par l'intérim, le commerce se repliant légèrement (-0,1 %). L'emploi intérimaire augmente de 2,7 % en Bourgogne-Franche-Comté au 4<sup>e</sup> trimestre 2017. Au niveau national, il augmente de 2,1 % ce trimestre. Avec 40 872 intérimaires comptabilisés fin décembre dans les entreprises de travail temporaire de la région (cf. Encadré Mesurer l'intérim p11), l'emploi intérimaire est à son plus haut niveau historique.

Sur un an, l'intérim a progressé plus fortement dans la région qu'au niveau national (respectivement + 14,0 % et + 8,2 %).

L'emploi intérimaire progresse ce trimestre dans tous les départements de la région, à l'exception de l'Yonne où il recule légèrement (- 0,6 %). Sur un an, il augmente dans tous les départements de la région de 4,7 % en Saône-et-Loire à 25,0 % dans le Doubs.

D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France<sup>6</sup>, le climat des affaires s'est replié en mai 2018 dans les services marchands. Les difficultés de recrutement persistent dans tous les secteurs. Dans les agences d'intérim, une forte baisse d'activité a été signalée. Le niveau des commandes, de l'activité, ainsi que les perspectives, demeurent favorables.

### Évolution de l'emploi intérimaire



Source : Dares, emploi intérimaire comptabilisé en fin de trimestre à l'établissement de travail temporaire

### Climat des affaires dans les services marchands



Source : Banque de France

## UNE REPRISE ENCORE FRAGILE DANS LA CONSTRUCTION

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2017, l'emploi dans le secteur de la construction repart à la hausse (+0,4 % après -0,7 %). Cependant, l'emploi fluctue depuis quelques trimestres.

D'après les statistiques sur la construction de logements, publiées par la DREAL<sup>7</sup>, le nombre de logements autorisés baisse de 8 % entre avril 2017 et mars 2018 (contre 4 % en moyenne en France), pour atteindre 12 490 logements. Cette baisse régionale s'explique par un net repli des autorisations d'appartements ou de logements en résidence (-19 %). Dans le secteur pavillonnaire, les autorisations poursuivent leur croissance modérée (+4 %). Tous les départements enregistrent des baisses d'autorisations dans le collectif, à l'exception de l'Yonne où elles augmentent significativement.

Dans la région, les mises en chantier de logements continue de progresser sur un rythme soutenu : +21 % dans la région contre +10 % au niveau national. Les mises en chantier de logements collectifs ou en résidence augmentent fortement (+39 %) et celles des pavillons progressent sur un rythme moins soutenu (+9 %).

<sup>6</sup> Tendances régionales, Banque de France, mai 2018.

<sup>7</sup> Observation et statistiques : La construction de logements neufs en Bourgogne Franche-Comté, DREAL Bourgogne Franche Comté, mai 2018.

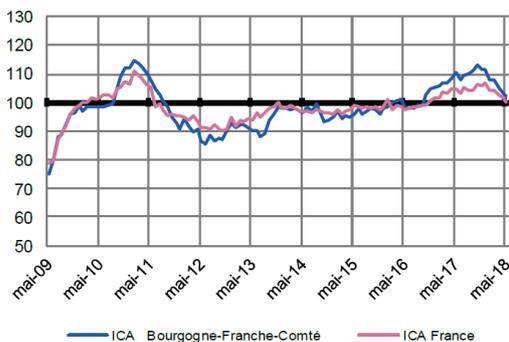
Sur un an, les mises en chantier augmentent dans tous les départements de la région à l'exception du Jura où elles sont stables.

### INDUSTRIE : UNE REPRISE À CONFIRMER

L'emploi dans le secteur de l'industrie redémarre légèrement : +0,2 %, soit près de 400 emplois. Les effectifs progressent dans les industries plastiques, des produits minéraux et dans la fabrication de matériels de transport. Les pertes sont moins importantes dans les industries du meuble, la réparation de machines, la métallurgie et la fabrication de produits métalliques. En revanche, les pertes d'emplois s'accroissent dans l'industrie agro-alimentaire.

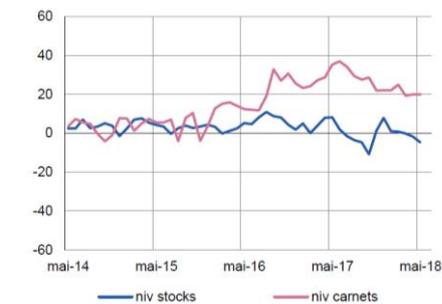
D'après les enquêtes de conjoncture de la Banque de France<sup>6</sup>, le climat des affaires continue de se replier en mai. La production a baissé notamment dans les matériels de transport et la fabrication d'équipements électriques. Le niveau des carnets de commande demeure satisfaisant et celui des stocks s'inscrit légèrement en-dessous de sa moyenne de long terme.

Climat des affaires dans l'industrie



Source : Banque de France

Situation des carnets de commandes et des stocks de produits finis dans l'industrie (en solde d'opinions CVS)



Source : Banque de France

## FOCUS AGRICULTURE : UN DÉBUT D'ANNÉE CONTRASTÉ SELON LES SECTEURS DE PRODUCTION AGRICOLE

RÉDIGÉ PAR LA DRAAF



Au cours de ce premier trimestre de 2018, les précipitations ont été particulièrement abondantes avec un cumul de 319,4 mm. C'est 126 mm de plus que la normale de saison. A cela s'ajoute une vague de froid fin février début mars. Le développement des cultures mais aussi les travaux dans les champs s'en ressentent.

### Les conditions de cultures dégradées par l'excès d'humidité

Ainsi, certaines parcelles d'orge d'hiver jaunissent avec les excès d'eau et l'état sanitaire se dégrade au niveau des feuillages et des pieds. Les plus avancées sont au stade « épi 1 cm ». La croissance des blés est active mais les apports d'azote sont reportés à cause de sols non portants. Toutes les orges de printemps n'ont pas pu être semées entraînant un changement ou une réorientation dans le choix de la culture. L'accumulation d'eau dans certaines parcelles de colza bloque le développement des plantes. En zone tassée, les racines nécrosent et meurent. Sur les marchés, les prix de l'orge de brasserie et des blés sont en hausse pour atteindre respectivement

160 et 155,5 €/t. Les inquiétudes climatiques aux États-Unis et en France expliquent cette augmentation. Le prix du colza est en baisse (348 €/t au mois de mars) en lien avec la hausse de l'euro face au dollar et la baisse du prix de l'huile de palme.

#### *Les prix des vins de Bourgogne en baisse*

Début avril, le développement de la végétation dans les vignes est en retard d'environ une semaine. Les transactions de vins de Bourgogne sont en hausse au cumul des 8 premiers mois de campagne avec 716 300 hl soit + 6 % au-dessus de la moyenne quinquennale. Le bon niveau des vendanges en particulier en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire explique cette tendance. Ainsi, en mars, les prix des vins en vrac sont majoritairement en baisse. Les vins blancs affichent - 18 % pour le Bourgogne Aligoté et - 9 % pour le Chablis. Le fléchissement des vins rouges est plus limité. Le Bourgogne rouge perd 3 % et le Nuits-Saint-Georges 2 %. Le prix du Gevrey-Chambertin augmente de 1 %. Inversement, la Nièvre a connu deux années successives de gel. Ainsi, en février, au cumul des 12 derniers mois, les sorties d'appellations de Pouilly-Fumé chutent de 13 % et le prix de vente en vrac est en hausse de 4 %.

#### *Les exportations de broutards et le prix de la viande diminuent*

Si les exportations de broutards sont d'un bon niveau en 2017, l'année 2018 commence très calmement. Ainsi, avec seulement 14 000 broutards sortis du territoire, la baisse est de 30 % par rapport aux années précédentes. Le marché est néanmoins équilibré et fin mars, la mâle U de 400 kg trouve preneur à 2,68 €/kg vif (+ 3 % sur 2017). Le commerce de viande de gros bovins de qualité est à la peine. Le consommateur privilégie la viande peu chère et le steak haché est plébiscité. Ainsi, la vache laitière tire son épingle du jeu à 2,92 €/kg de carcasse. Ce n'est pas le cas de la vache à viande dont le prix est nettement en dessous de son prix de revient. Ainsi, l'écart de prix entre la vache de réforme viande U et la laitière P actuellement de 0,70 €/kg n'a jamais été aussi faible depuis 2012. Le taurillon, dont le prix se maintenait, a décroché alors qu'un marché spécifique lui est favorable. Il s'échange à 4,03 €/kg fin mars contre 4,17 €/kg début décembre.

#### *Prix du lait et fabrications fromagères poursuivent leur progression*

En ce début d'année, les livraisons de lait sont très dynamiques et font un bond de 11 % ce mois-ci d'une année sur l'autre. Elles restent nettement au-dessus de la moyenne triennale. La qualité des fourrages permet en effet de valoriser pleinement le potentiel laitier du troupeau. Le prix du lait conventionnel est élevé à 363 €/1 000 L et augmente de 3 %. Malgré la hausse des fabrications de fromage sous AOP en janvier, le prix du lait AOP du « massif du Jura » reste pour le cinquième mois consécutif au-dessus de la barre des 530 € au mois de décembre. La progression des livraisons entraîne une hausse supérieure à 10 % de toutes les fabrications fromagères au mois de janvier. La forte hausse de la production de Morbier profite à celle des pâtes pressées non cuites (+ 13,6 %). La production de Comté augmente de 7,3 % et celle des produits frais de 12,3 %.

## L'EMPLOI FRONTALIER SE REPLIE LÉGÈREMENT DÉBUT 2018

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, l'emploi frontalier se replie légèrement (-0,4 %) par rapport au trimestre précédent. Sur un an, les effectifs progressent : +2,3 % soit près de 770 emplois. Les effectifs baissent au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 dans les cantons de Vaud (-135 emplois) et de Neuchâtel (-58 emplois).

Pourtant, la situation économique dans les deux cantons est favorable.

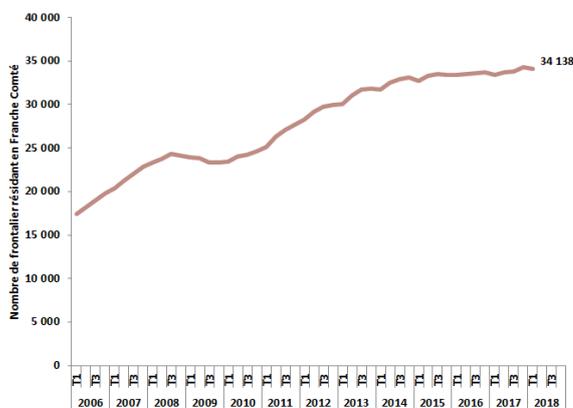
Dans le canton de Vaud, l'activité est repartie au second semestre 2017. La croissance économique accélérerait en 2018 (+2,4 % après +0,8 %), grâce à l'amélioration de la conjoncture mondiale et à un franc plus faible, selon les dernières prévisions calculées par le CREA et publiées par la Banque Cantonale Vaudoise (BCV), l'Etat de Vaud et la Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie (CVCI).

Dans le canton de Neuchâtel, l'économie a redémarré plus récemment et moins vigoureusement que dans le canton de Vaud. Les exportations horlogères sont reparties et continuent de progresser au premier trimestre 2018. Les perspectives pour 2018 sont globalement positives.

### MEMENTO

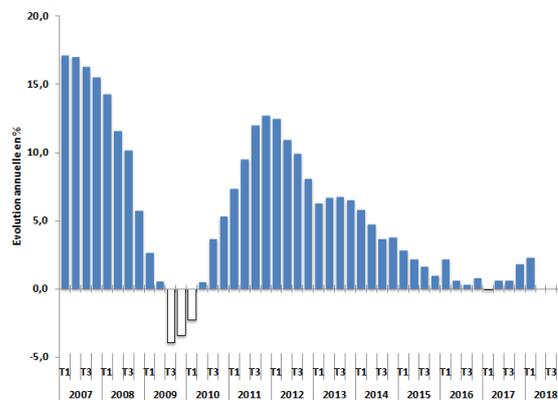
Environ 34 000 habitants de la région travaillent en Suisse. 70 % d'entre eux résident dans le département du Doubs. Le Jura et le Territoire de Belfort abritent l'un et l'autre 17 % et 9 % des frontaliers de la région. Quelques centaines de travailleurs frontaliers résident dans les départements de l'ex Bourgogne, essentiellement en Côte d'Or et en Saône-et-Loire.

Nombre de frontaliers en Bourgogne Franche Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Variation annuelle de l'emploi frontalier en Bourgogne - Franche-Comté



Sources : OFS, traitement Direccte Franche Comté

Lecture : au T4 2017, l'emploi frontalier a augmenté par rapport au T4 2016

## LE CHÔMAGE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

### LE CHÔMAGE BAISSE FORTEMENT

Le taux de chômage en Bourgogne-Franche-Comté baisse nettement et s'établit ce trimestre à 7,6 % (- 0,7 point). Le taux de chômage de la région reste plus faible qu'au niveau national (8,9 %). Sur un an, le taux de chômage diminue de 1,2 point en Bourgogne – Franche-Comté (-1,1 point en moyenne en France).

Le taux de chômage diminue dans tous les départements de la région : de -0,6 point dans le Jura et la Saône-et-Loire à -1,0 point dans le Territoire de Belfort. Le taux de chômage se situe entre 6,4 % dans le Jura à 8,7 % dans le Territoire de Belfort.

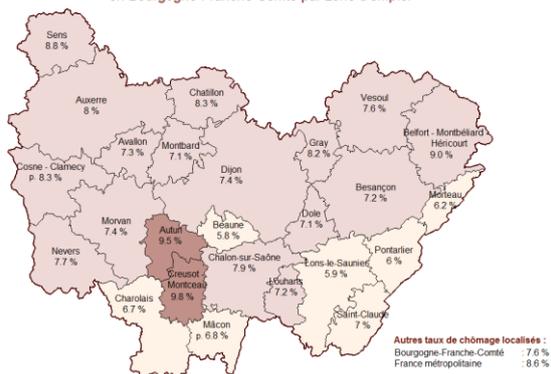
Le taux de chômage baisse dans l'ensemble des zones d'emploi de la région : de -0,2 point dans la zone d'emploi d'Autun à -0,9 point dans celle de Belfort-Montbéliard-Héricourt.

#### Taux de chômage par département

Départements	4e trim. 2016	3e trim. 2017	4e trim. 2017	Evolution trimestrielle	Evolution annuelle
Côte d'Or	8,2	7,9	7,2	↓	↓
Doubs	9,1	8,3	7,6	↓	↓
Jura	7,4	7,0	6,4	↓	↓
Nièvre	9,1	8,5	7,8	↓	↓
Haute-Saône	9,4	8,7	7,9	↓	↓
Saône et Loire	8,9	8,5	7,9	↓	↓
Yonne	9,5	8,9	8,2	↓	↓
Territoire de Belfort	10,7	9,7	8,7	↓	↓
Bourgogne-Franche-Comté	8,8	8,3	7,6	↓	↓
France hors Mayotte	10,0	9,6	8,9	↓	↓

Source : Insee

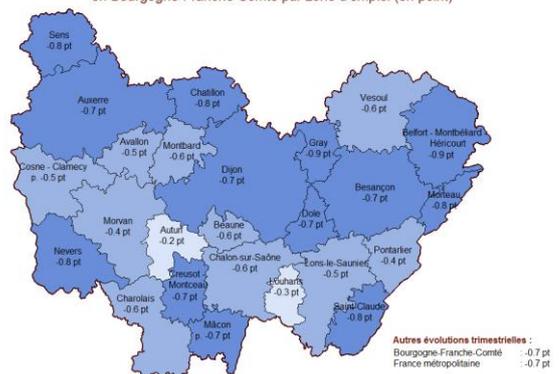
Taux de chômage localisés en moyenne sur le 4ème trimestre 2017 en Bourgogne-Franche-Comté par zone d'emploi



Source : INSEE, Taux corrigés des variations saisonnières

(p pour la partie de la zone d'emploi située en Bourgogne-Franche-Comté)

Évolution trimestrielle du taux de chômage localisé (4T2017/3T2017) en Bourgogne-Franche-Comté par zone d'emploi (en point)



Source : INSEE, Taux corrigés des variations saisonnières

(p pour la partie de la zone d'emploi située en Bourgogne-Franche-Comté)

### LA DEMANDE D'EMPLOI DE CATÉGORIE A SE REPLIE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2018

La région compte 123 890 demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A au 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Ce nombre se replie (-1,8 %) par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A baisse de 5,4 %. En France métropolitaine, ce nombre diminue 1,0 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 et de 1,4 % sur un an. En Bourgogne - Franche-Comté, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A baisse ce trimestre pour les 25 ans et plus et se stabilise pour les plus jeunes.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A recule dans tous les départements, à l'exception du Territoire de Belfort (+0,5 point).

Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite augmente de 1,5 % par rapport au trimestre précédent et de 3,0 % sur un an pour les demandeurs de catégories B. Pour les catégories C, il progresse de 2,1 % ce trimestre et de 10,6 % sur un an. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, la

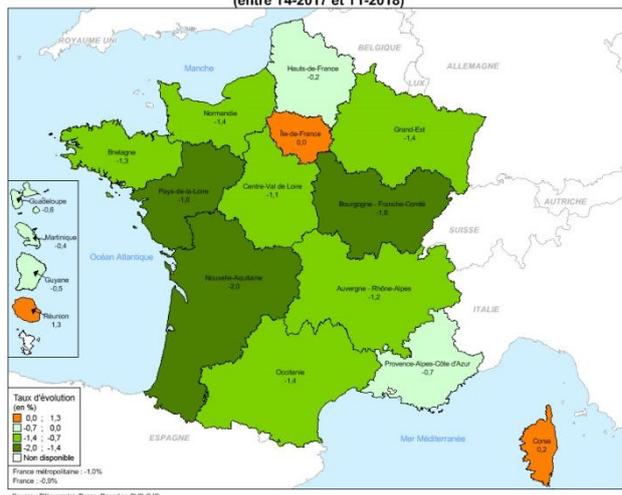
demande d'emploi de longue durée augmente de 1,9 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 et de 6,4 % sur un an. La demande d'emploi de longue durée représente 46,4 % des personnes en recherche d'emploi.

### Évolution de la demande d'emploi en Bourgogne Franche Comté

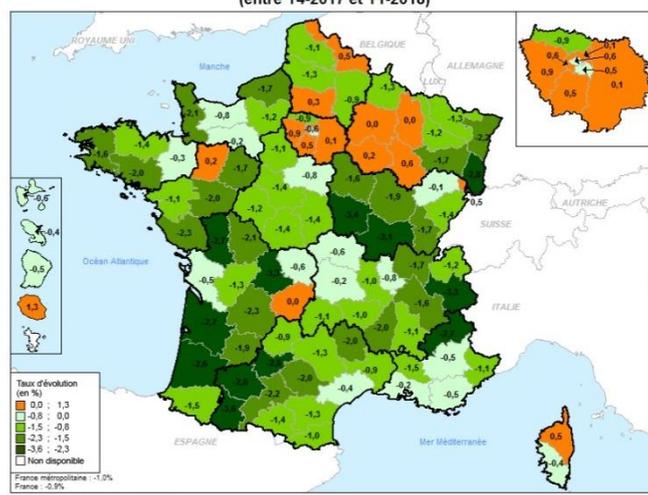
	1er trim. 2017	4e trim. 2017	1er trim. 2018	Variation trimestrielle	Variation annuelle
<b>Demande d'emploi en fin de mois</b>					
catégorie A	130 900	126 140	123 890	✓ -1,8	✓ -5,4
Catégories B	28 710	29 130	29 570	✗ 1,5	✗ 3,0
Catégories C	56 720	61 420	62 720	✗ 2,1	✗ 10,6
Ensemble	216 320	216 690	216 180	✓ -0,2	✓ -0,1
<b>Demande d'emploi des femmes</b>					
catégorie A	62 680	61 540	60 640	✓ -1,5	✓ -3,3
Ensemble	111 020	113 210	112 970	✓ -0,2	✗ 1,8
<b>Demande d'emploi des 15-24 ans</b>					
catégorie A	19 130	17 670	17 670	✓ 0,0	✓ -7,6
Ensemble	31 470	30 350	30 550	✗ 0,7	✓ -2,9
<b>Demande d'emploi des 50 ans et plus</b>					
catégorie A	36 620	36 160	35 500	✓ -1,8	✓ -3,1
Ensemble	55 480	56 590	56 430	✓ -0,3	✗ 1,7
<b>Demande d'emploi de longue durée</b>					
nombre	94 250	98 390	100 280	✗ 1,9	✗ 6,4
poinds	43,6%	45,4%	46,4%	✗ 0,8	✗ 1,9

source: STMT Pole emploi DARES, données CVS, traitement Direccte Bourgogne Franche Comté, SESE

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par région (entre T4-2017 et T1-2018)



Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par département (entre T4-2017 et T1-2018)



### AUGMENTATION DES RUPTURES CONVENTIONNELLES

Le flux des ruptures conventionnelles homologuées ou autorisées par les UT de la Direccte reste important. Elles sont en augmentation en ce début d'année 2018 : 3 367 ruptures ont été accordées en au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, soit une hausse de 9,4 % par rapport à l'année précédente.

Cette hausse du nombre de ruptures provient principalement des augmentations homologuées dans le Doubs.

#### Les ruptures conventionnelles

	BFC	
	T1 2018	Evol./T1 2017
<b>Nombre de ruptures conventionnelle:</b>	<b>3 367</b>	<b>+9,4</b>
Cumul annuel	3 367	+9,4
<b>Nbre de ruptures conv. collectives</b>	<b>5</b>	
Licenciements effectifs et/ou envisagés	399	

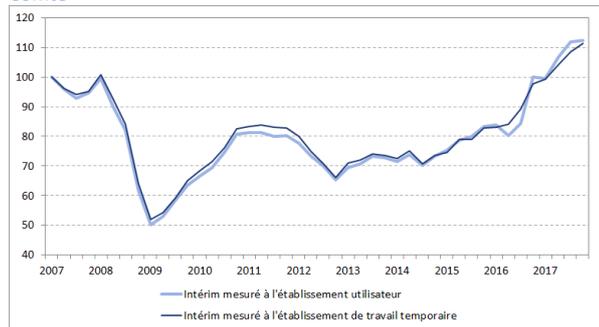
Source : DIRECCTE BFC / SI-Ruptures conventionnelles ; SI-Homologation PSE

LE RECOURS À L'INTÉRIM RALENTIT FIN 2017

L'emploi intérimaire peut être mesuré de deux manières (cf. Encadré Mesurer l'intérim p11), à l'établissement de travail temporaire ou à l'établissement utilisateur, c'est-à-dire l'établissement qui emploie l'intérimaire. Ce dernier concept, qualifié ici de recours à l'intérim, permet d'appréhender l'emploi intérimaire comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région.

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2017, le recours à l'intérim dans les établissements de la région ralentit après avoir fortement progressé au cours des six derniers mois. En Bourgogne-Franche-Comté, le secteur industriel emploie 57 % des effectifs intérimaires fin 2017 tandis qu'au niveau national l'industrie et le tertiaire emploient chacun environ 40 % des intérimaires. Dans la région, le recours à l'intérim dans l'industrie ralentit à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre après deux trimestres de forte hausse et il se replie dans le commerce, les services et la construction. Sur un an, le recours à l'intérim augmente dans l'industrie et le tertiaire alors qu'il recule dans la construction.

L'emploi intérimaire en fin de trimestre en Bourgogne-Franche-Comté



Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

Au niveau des départements, le Doubs est le département où le recours à l'intérim est le plus important. Il se replie ce trimestre dans le département après plusieurs trimestres de forte progression. Il recule également en Haute-Saône, et dans une moindre mesure en Saône-et-Loire et dans l'Yonne. À l'inverse, il progresse dans les autres départements.

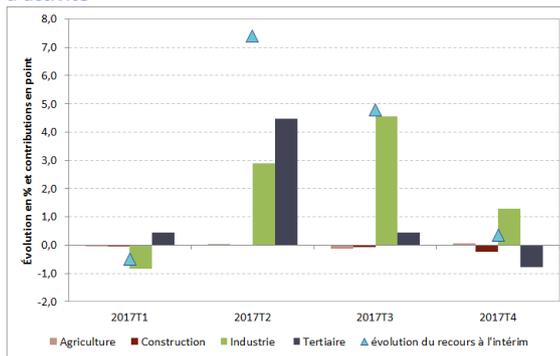
Le recours à l'intérim par secteur d'activité



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

L'évolution du recours à l'intérim et la contribution des secteurs d'activité



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

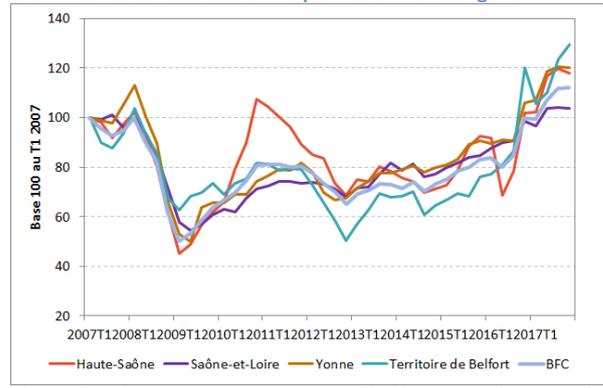
### Le recours à l'intérim dans les départements de la région



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

### Le recours à l'intérim dans les départements de la région



Champ : l'emploi intérimaire est mesuré ici à l'établissement utilisateur en fin de trimestre.

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

## MESURER L'INTÉRIM

- L'emploi intérimaire peut être mesuré à l'établissement de travail temporaire. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'agence d'intérim à laquelle il est rattaché. Ainsi, il est compté dans les effectifs d'un établissement de travail temporaire de la région et effectue sa mission dans un établissement qui se situe en dehors du périmètre régional. Cette définition est privilégiée dans les estimations d'emploi régionales et départementales de l'Insee, de l'Acoss et de la Dares. Elle permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.
- L'emploi intérimaire peut également être mesuré à l'établissement utilisateur, c'est-à-dire à l'établissement qui emploie l'intérimaire. Dans ce cas, l'intérimaire est comptabilisé dans les effectifs de l'établissement dans lequel il effectue sa mission et peut par conséquent résider dans une autre région. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements de la région et des grands secteurs d'activité.

## ACTIVITÉ PARTIELLE : LES HEURES AUTORISÉES REPARTENT À LA HAUSSE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2018

En lien avec la conjoncture favorable de 2017, les heures consommées d'activité partielle ont continué de reculer au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 par rapport à l'année précédente. Elles ont diminué dans tous les secteurs d'activité et dans tous les départements de la région.

Dans un contexte économique moins porteur en ce début 2018, les heures autorisées repartent à la hausse au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2017. Elles progressent dans tous les départements de la région. En Haute-Saône et en Saône-et-Loire, elles augmentent même depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2017. Le nombre d'heures autorisées et le nombre de demande reste néanmoins à des niveaux inférieurs à ceux de l'année passée.

### Activité partielle : heures autorisées en Bourgogne-Franche-Comté

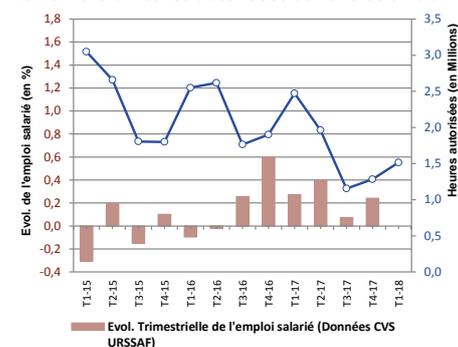
Données CJO*	BFC	
Heures autorisées	T1 2018	Evol/T1 2017
Nombre de demandes	403	-28,0
Volume d'heures autorisées	1 514 413	-38,7
dont : Agriculture	6 108	-47,7
Industrie	998 726	-35,1
Construction	281 335	-38,8
Commerce	40 699	-48,5
Services	187 545	-51,0
Etablissements autorisés	366	-26,2
dont : étaabs de 50 sal. et plus	44	-25,4
Nombre de salariés concernés**	5 033	-55,2
Total heures autorisées 12 mois gliss	5 913 071	-32,4

\* corrigées des effets des jours ouvrables

\*\* nombre moyen mensuel

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

### Le nombre d'heures autorisées et l'évolution de l'emploi



Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

### Activité partielle : heures consommées dans la région

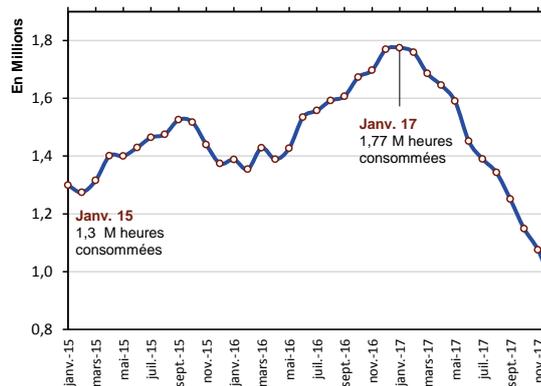
Heures consommées	BFC	
	T4 2017	Evol./T4 2016
<b>Nombre d'heures consommées<sup>1</sup></b>	<b>197 299</b>	<b>-59,6</b>
dont : Agriculture	2 052	-80,8
Industrie	138 146	-63,2
Construction	17 319	-1,8
Commerce	14 223	-48,4
Services	25 558	-54,5
<b>Etabs ayant consommé des heures</b>	<b>270</b>	<b>-30,2</b>
dont : étabs de 50 sal. et plus	29	-44,2
<b>Nombre de salariés concernés**</b>	<b>2 182</b>	<b>-60,0</b>
<b>Total heures consommées 12 mois g</b>	<b>960 088</b>	<b>-45,7</b>

<sup>1</sup> Un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

\*\* nombre moyen mensuel

Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

### Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissants)



Source : Dares, traitement Sese Direccte Bourgogne-Franche-Comté

## CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Les créations d'entreprises (tous types d'entreprises confondues) progressent fortement au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 en Bourgogne-Franche-Comté. Au niveau national, elles continuent de progresser. Hors microentreprises, les créations repartent à la hausse dans la région après un léger recul au trimestre précédent.

Les défaillances d'entreprises se replient nettement (-10,6 %) au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Dans la région, 505 entreprises sont défaillantes et 1 300 emplois sont menacés. Le nombre d'emploi menacé est également en recul par rapport à l'année précédente (-16,6 %). Le tiers des emplois menacés se situent dans les services et le quart dans l'industrie.

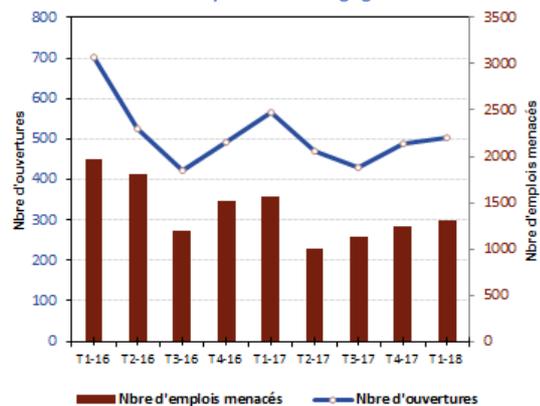
### Les créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS). Champ : ense activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

### Les défaillances d'entreprises en Bourgogne - Franche-Comté



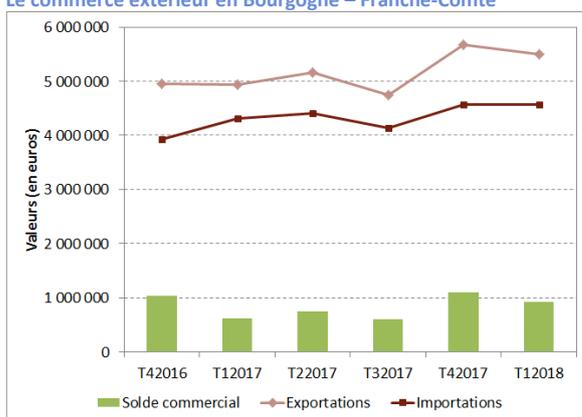
Société ALTARES-BODACC/INSEE-Sirene/DARES-SISMMO

## LES EXPORTATIONS SE REPLIENT AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2018

La Bourgogne – Franche-Comté représente 4,4 % des exportations de France métropolitaine<sup>8</sup>, ce qui la positionne au 9<sup>e</sup> rang des régions françaises. L'Union Européenne est le principal débouché à l'export de la région. Les principaux partenaires sont l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Belgique.

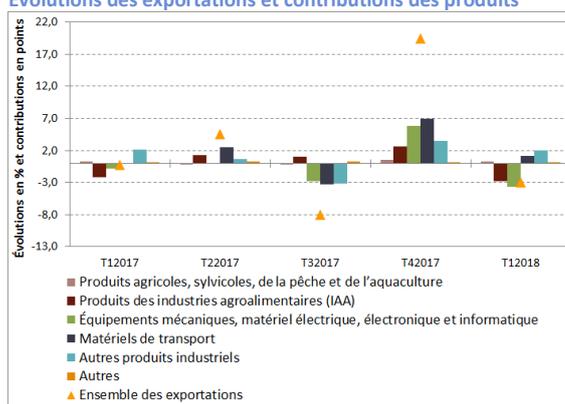
Suite au rebond du 4<sup>e</sup> trimestre, les exportations de la région diminuent au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (-3,0 %) en raison du repli des exportations d'équipements mécaniques, de matériel électrique, électronique et informatique et des autres produits industriels et des exportations de produits des industries agroalimentaires. Sur un an, les exportations ont nettement progressé (+11,4 %).

### Le commerce extérieur en Bourgogne – Franche-Comté



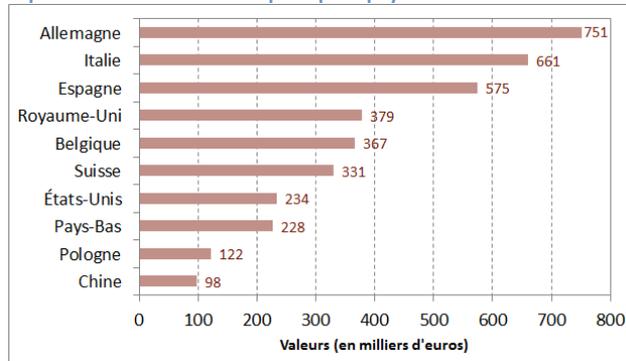
Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

### Évolutions des exportations et contributions des produits



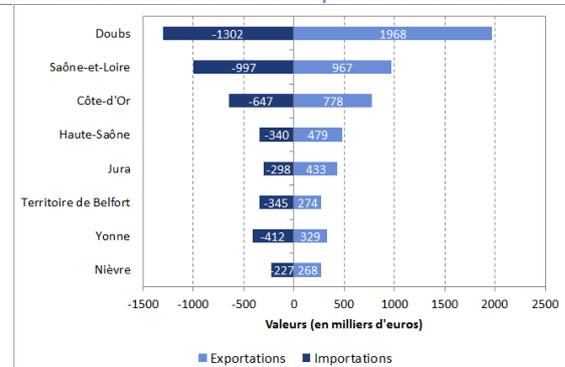
Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

### Exportations au T1 2018 : les principaux pays



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

### Le commerce extérieur dans les départements au T1 2018



Source : DGDDI, valeurs Caf/FAB

<sup>8</sup> Chiffres du commerce extérieur pour la région et les départements, Direction générale des douanes, [https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg\\_16.pdf](https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf)

## POUR EN SAVOIR PLUS

- « *Indicateurs Trimestriels Régionaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », Direccte Bourgogne-Franche-Comté, juin 2018.
- « *Indicateurs Trimestriels Départementaux : Économie, emploi, marché du travail et politiques d'emploi* », Direccte Bourgogne-Franche-Comté, juin 2018.
- « *Ciel voilé en Europe* », Insee, Note de conjoncture juin 2018.
- « *Le PIB ralentit au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (+0,2 % après +0,7 %)* », Insee, Comptes nationaux trimestriels - deuxième estimation (PIB) - premier trimestre 2018, mai 2018.
- « *En mai 2018, le climat des affaires en France et celui de l'emploi continuent de se voiler* », Insee, Indicateurs de climat des affaires et de retournement conjoncturel, mai 2018.
- « *Au premier trimestre 2018, l'emploi salarié privé ralentit légèrement* », Insee, Estimation flash de l'emploi salarié - premier trimestre 2018, mai 2018.
- « *Le taux de chômage augmente de 0,2 point au premier trimestre 2018 après avoir diminué de 0,7 point au trimestre précédent* », Insee flash, mai 2018.
- « *la conjoncture en Bourgogne – Franche-Comté* », Tendances régionales, Banque de France, mai 2018.
- « *La construction de logements neufs en Bourgogne - Franche-Comté à la fin mars 2018* », DREAL Bourgogne Franche Comté.
- « *Statistiques trimestrielles des demandeurs d'emploi - 1<sup>er</sup> Trimestre 2018* », Direccte et Pôle Emploi Bourgogne Franche Comté.
- « *Une conjoncture favorable en Bourgogne-Franche-Comté, mais moins dynamique qu'au niveau national* », Insee, Note de conjoncture régionale – 4<sup>e</sup> trimestre 2017, avril 2018.
- « *La conjoncture agricole* », Draaf, Agreste, conjoncture agricole n°25, juin 2018.
- « *Chiffres du commerce extérieur* » (pour la région et les départements), Direction générale des douanes et des droits indirects :  
[https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg\\_16.pdf](https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_16.pdf)